

M. Baker: Monsieur le Président, j'ignore de quelle annonce parle le député mais je suis certain qu'il doit y avoir deux annonces; un gouvernement qui s'attribue le mérite, un autre gouvernement qui s'attribue le mérite et maintenant les deux gouvernements qui s'attribuent le mérite d'avoir créé 8,000 emplois. Je disais en fait que le nombre total de chômeurs n'a pas diminué à Terre-Neuve. Je ne parle pas de la proportion mais du nombre total de chômeurs.

A propos du déficit, je crois que le député qui vient de faire des commentaires est parmi ceux qui voudraient que le gouvernement dépense plus dans sa circonscription. Je lui signale que 90 p. 100 de l'ensemble de la dette publique du Canada . . .

M. Rodriguez: Bravo!

M. Baker: Le député ignorait que je parle français.

M. Rodriguez: Vous êtes trilingue, George.

[Français]

M. Baker: Quel est le problème?

M. Rodriguez: En français!

M. Baker: Le problème c'est ce gouvernement! Les Canadiens ne sont pas responsables du problème. Non.

M. Vincent: Non, ce sont les libéraux!

M. Baker: Les gens du Québec ne sont pas responsables du problème. Les gens du Manitoba ne sont pas responsables du problème. Ce gouvernement est responsable du problème.

Des voix: Bravo!

M. Baker: Vingt-trois pour cent de la dette publique ont été accumulés par ce gouvernement depuis les 16 derniers mois. C'est correct. Mais aujourd'hui, ce gouvernement blâme les Canadiens. Aujourd'hui, ce gouvernement punit les Canadiens.

[Traduction]

M. Attewell: Monsieur le Président, j'ai l'impression que le député de Gander-Twillingate (M. Baker) a une mauvaise mémoire. Je vais raconter ce qui s'est passé à partir de 1975. Il a fallu 108 ans au pays pour accumuler une dette nationale d'à peu près 20 milliards. En neuf ans seulement, le parti du député s'est mis à faire de folles dépenses et notre dette oscille maintenant autour de 200 milliards. Il n'y aurait pas de problème si nous n'avions pas d'intérêts à payer, mais nous devons en payer. Les Canadiens se rendent enfin compte de la gravité de la situation. Il faut consacrer maintenant près de 40 p. 100 de nos recettes au service de la dette. Tous mes collègues du parti et moi-même félicitons le ministre des Finances (M. Wilson) d'avoir le cran de présenter un budget juste, qui s'attaque progressivement à la réduction de notre déficit.

Durant l'année qui se termine, nos dépenses totales auront augmenté de 3 p. 100 au lieu des 3.9 p. 100 prévus en mai. C'est un chiffre éloquent. Si nous supprimions le service de la dette, les dépenses n'augmenteraient pas du tout, ce qui n'est plus arrivé depuis 20 ans. Il est par conséquent certain que

Le Budget—M. Chartrand

nous sommes sur la bonne voie sous la direction du ministre des Finances, et je n'arrive vraiment pas à comprendre pourquoi le député feint d'ignorer l'histoire dont il fait partie intégrante.

M. Baker: Monsieur le Président, j'admets que 90 p. 100 de la dette fédérale totale, la dette nette, s'élève à environ 225 milliards. La dette brute, c'est-à-dire en ajoutant les garanties que nous avons accordées aux sociétés de la Couronne et ainsi de suite, représenterait de 80 à 100 milliards de plus. Il est intéressant de voir quand ces dettes se sont multipliées. C'est 90 p. 100 de la dette globale qui s'est accumulée depuis dix ans. Elle a augmenté de moitié ces quatre dernières années et la dette nationale au complet, son montant net, s'est accrue de 23 p. 100 depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir. Voilà les faits et les chiffres. Ils figurent noir sur blanc dans les documents du ministre des Finances. Je ne me trompe donc pas en disant que 23 p. 100 du montant global de la dette nationale se sont accumulés pendant les 17 premiers mois du règne conservateur. Mon collègue n'a pas tort non plus de dire que nous avons accumulé 90 p. 100 de cette dette au cours des dix dernières années, et d'ajouter que nous en avons accumulé la moitié depuis quatre ans.

M. Attewell: Qui a pris les engagements?

• (1230)

M. Baker: Monsieur le Président, le député parle d'engagements. D'après les documents budgétaires, l'augmentation la plus importante de la dette nationale est attribuable au gouvernement conservateur puisqu'elle a eu lieu depuis son arrivée au pouvoir. En seize mois, celui-ci nous a plus endettés que tout autre gouvernement. Une correction s'impose, mais le député avait raison de dire, dans son aperçu général, que la dette nationale ne s'élève pas vraiment à 225 milliards de dollars. Il s'agirait plutôt de 350 milliards, puisque les garanties de prêts, les emprunts des sociétés d'État et ainsi de suite doivent entrer en ligne de compte. Je signale aux députés que, par rapport à la dette nationale brute, dans chacune de ces quatre catégories les dépenses ont augmenté d'au moins 30 p. 100 sous le gouvernement conservateur.

M. le vice-président: Le débat se poursuit. La parole est au député de Verdun-Saint-Paul (M. Chartrand).

[Français]

M. Gilbert Chartrand (Verdun-Saint-Paul): Monsieur le Président, le Budget déposé le 26 février dernier par le ministre des Finances (M. Wilson) sera mémorable à plusieurs égards pour la population canadienne et aura un effet déterminant sur l'avenir de notre pays. En ayant la volonté de s'attaquer résolument aux déficits exagérés qui minaient depuis plusieurs années l'économie canadienne, notre gouvernement a choisi de redresser la situation.